



## Assemblée générale

UN/SA COLLECTION

Distr.  
GENERALEA/47/626  
9 novembre 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAISQuarante-septième session  
Point 97 b) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : QUESTIONS RELATIVES  
AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LES AUTRES MOYENS QUI S'OFFRENT  
DE MIEUX ASSURER L'EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME ET  
DES LIBERTES FONDAMENTALES

Fonds de contribution volontaires des Nations Unies  
pour les populations autochtones

Rapport du Secrétaire général

1. Le fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones a été créé par la résolution 40/131 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1985, afin de fournir une aide financière aux représentants des communautés et organisations autochtones qui désirent participer aux débats du Groupe de travail sur les populations autochtones. Le Groupe de travail, qui a été créé en application de la résolution 1982/34 du Conseil économique et social, en date du 7 mai 1982, est un organe subsidiaire de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et se réunit chaque année à Genève. Le mandat du Groupe comporte deux volets : passer en revue l'évolution de la situation en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et mettre au point des normes internationales concernant les droits de ces populations.

2. Le Fonds volontaire est géré par le Secrétaire général conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à d'autres dispositions concernant le Fonds (voir E/CN.4/Sub.2/1983/20). Le Secrétaire général est assisté dans cette tâche par un conseil d'administration composé de cinq membres ayant l'expérience voulue des questions touchant les populations autochtones et qui siègent à titre individuel. Les membres du Conseil d'administration sont nommés par le Secrétaire général pour un mandat de trois ans, lequel peut être renouvelé après consultation du Président de la Sous-Commission. Au moins l'un des membres du Conseil d'administration doit être le représentant d'une organisation de populations autochtones largement reconnue. Le rapport de la première session du Conseil d'administration a été présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session en 1988 (A/43/706).

3. Le Conseil d'administration a tenu sa quatrième session en avril 1991 pour préparer la neuvième session du Groupe de travail qui a eu lieu en juillet 1991. Le Conseil est composé des membres ci-après : M. Leif Dunfjeld, M. Alioune Sène, M. Hiwi Tauroa, M. Danilo Türk et M. Augusto Willemsen-Díaz, qui a assuré la présidence des cinq sessions.

4. L'Assemblée générale, dans sa résolution 40/131, a énoncé certains critères auxquels doivent satisfaire les bénéficiaires de l'aide du Fonds. En outre, le Conseil a examiné des critères de sélection plus détaillés et il en a été tenu compte dans le questionnaire joint aux lettres qui ont été envoyées aux populations autochtones pour les informer des activités du Fonds de contributions volontaires avant les réunions du Conseil.

5. Dans sa résolution 40/131, l'Assemblée générale a prévu que le Fonds serait alimenté par des contributions volontaires émanant de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités publiques ou privées. Au 30 septembre 1992, en réponse à une demande du Secrétaire général, des contributions avaient été reçues en 1991 et 1992 des gouvernements ci-après :

<u>Gouvernement</u>	<u>Montant</u> <u>(en dollar des E.-U.)</u>
Australie	15 066
Canada	59 390
Danemark	31 155
Espagne	14 920
Finlande	35 465
Grèce	10 000
Grenade	200
Japon	40 000
Luxembourg	8 820
Norvège	49 970
Nouvelle-Zélande	26 611
Pays-Bas	16 497
Philippines	870
Suède	28 251
Suisse	18 891
Tunisie	2 598

6. En outre, au cours de la même période, des contributions ont été reçues des organisations non gouvernementales suivantes :

Parti démocrate libéral et diverses associations (Japon)	7 260
Centre Shimin Gaikou (Japon)	1 500
Conseil oecuménique des Eglises	10 000

7. A ses quatrième et cinquième sessions, le Conseil a examiné des demandes d'aide financière émanant de 79 et 64 représentants de populations autochtones respectivement. Compte tenu des fonds disponibles, il a recommandé à sa quatrième session, l'octroi de 31 bourses de voyage et de subsistance. Les 31 bénéficiaires choisis étaient originaires de 19 pays : Argentine, Bolivie, Canada, Chili, Costa-Rica, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Inde, Malaisie, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pérou,

Philippines, République-Unie de Tanzanie et Zaïre. A sa cinquième session, le Conseil a recommandé l'octroi de 41 bourses de voyage et de subsistance. Les 41 bénéficiaires choisis étaient originaires de 19 pays : Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Guatemala, Inde, Mexique, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie et Vénézuéla. Le Secrétaire général a entériné les recommandations du Conseil.

8. Sur les bénéficiaires sélectionnés, 29 ont assisté à la neuvième session du Groupe de travail sur les populations autochtones, qui s'est tenue à Genève du 22 juillet au 2 août 1991 et 38 ont assisté à la dixième session du Groupe de travail qui s'est tenue à Genève du 20 au 31 juillet 1992. Les rapports de ces sessions ont été publiés sous les cotes E/CN.4/Sub.2/1991/40/Rev.1 et E/CN.4/Sub.2/1992/33.

9. La sixième session du Conseil d'administration est prévue pour avril 1993 avant la onzième session du Groupe de travail qui aura lieu en juillet 1993.

-----